



19 octobre 2020
Communiqué de presse

PAC : Un scandale démocratique au Parlement européen !

Moins de 48h avant le début des votes sur la Politique agricole commune (PAC) prévus ce mercredi, les services administratifs nous informent que le vote est avancé à demain. Un passage en force inacceptable !

Voilà que les députés vont devoir se prononcer dans l'urgence, sur un texte qui engage pourtant l'Union européenne jusqu'en 2027 et qui concerne +30% de son budget ! Le tout sur une simple décision du Président du Parlement Sassoli, a priori.

Il s'agit d'un mépris total pour le travail réalisé depuis des mois et pour le débat démocratique. Ce sont les amendements parmi les plus importants qui sont avancés à demain : les compromis honteux trouvés par les grands groupes PPE/RE/SD (LR/LREM/PS) sur la répartition des budgets et sur les conditionnalités environnementales : ceux-ci signent un arrêt de mort pour les paysans, la biodiversité et le climat.

Qui plus est, les votes "splits" et "séparés", qui servent à retirer les pires parties du texte et à l'améliorer, sont déclarés interdits.

Que signifie ce passage en force ? Que craint le bloc de la droite et des libéraux ? De perdre du monde en route ? Du résultat du vote ? En plus de notre groupe de la GUE/NGL et de celui des Verts, plusieurs députés socialistes ont déjà déclaré à juste titre qu'ils ne pourront pas soutenir cet accord désastreux.

De plus, les listes de votes, indispensables pour voter dans de bonnes conditions, ne sont toujours pas mises à disposition par l'administration. Les traductions des amendements dans toutes les langues ne sont toujours pas réalisées ! Ainsi, personne n'aura le temps, en-dehors du Parlement, de les examiner ou d'envoyer ses recommandations. Aucun citoyen ne pourra se saisir de ce vote capital.

Il était déjà scandaleux, d'un point de vue démocratique, de demander aux députés européens de se prononcer sur un accord de dernière minute trouvé la semaine dernière. Les équipes ont à peine eu le temps de l'analyser ! Comment penser que les citoyens en-dehors du Parlement auraient pu s'en saisir ? Dans cette situation, comment exercer la pression citoyenne nécessaire à la vie démocratique d'un texte si important ?

Des millions de citoyens demandent aussi une autre PAC, et refusent celle qu'on nous prépare dans l'opacité la plus totale, qui répète délibérément les erreurs du passé pour servir des intérêts particuliers.

Le Président du Parlement et ceux qui le poussent à agir en ce sens n'ont pas tous les droits. Ils doivent reculer !

Ce texte sur la PAC doit être rejeté et mis à la hauteur des enjeux. Une poignée de députés conservateurs musèlent le débat et piétinent l'intérêt général. Dans dix ans il sera trop tard pour les paysans, pour la biodiversité et le climat.

Manuel BOMPARD

Chef de la délégation France insoumise au Parlement européen

